

Les deux faces du monde globalisé : une exploration. Revue critique de *L'ère de l'information* de Manuel Castells

Monsieur Ghassan Salamé

Citer ce document / Cite this document :

Salamé Ghassan. Les deux faces du monde globalisé : une exploration. Revue critique de *L'ère de l'information* de Manuel Castells. In: Critique internationale, vol. 7. 2000. Culture populaire et politique. pp. 58-68;

http://www.persee.fr/doc/criti_1290-7839_2000_num_7_1_1561

Document généré le 06/06/2016



Les deux faces du monde globalisé : une exploration

par Ghassan Salamé

MANUEL CASTELLS

L'ère de l'information,

trois volumes, Paris, Fayard

- I. ***La société en réseaux*** (traduction Philippe Delamare), 1998, 613 pages ;
- II. ***Le pouvoir de l'identité*** (traduction Paul Chemla), 1999, 538 pages ;
- III. ***Fin de millénaire*** (traduction Jean-Pierre Bardos), 1999, 492 pages.

(traduit de *The Information Age*, Oxford, Blackwell : *The Rise of the Network Society*, 1996 ; *The Power of Identity*, 1997 ; *End of Millenium*, 1998)

manuel Castells prédit dans un passage de son *opus magnum* : « Entre le moment où j'écris ce texte et celui où vous le lirez (18 mois), les puces auront doublé leur rendement, au même prix » (I : 63). De fait, l'immense ouvrage témoigne de l'accélération du temps qu'il se propose de décrire : entre la fin de sa rédaction, sa publication en anglais et la parution de l'édition française, à peine trois ans se sont écoulés, mais les chiffres qui y sont cités sur la révolution informatique, les flux financiers de la globalisation, le développement de l'Internet, pour ne citer que quelques exemples, ont été largement dépassés. Et depuis, le commerce électronique ainsi que le renversement du rapport entre médias traditionnels et entreprises informatiques au profit de ces dernières (voir, entre autres, la

fusion entre AOL et Time-Warner aux premiers jours de l'an 2000) ont ouvert des champs nouveaux que Castells avait à peine effleurés. Signe frappant de l'inadéquation croissante de l'écrit sur papier pour suivre l'évolution du système global.

Castells nous propose une fresque du monde tel qu'il se refait sous nos yeux, et où l'information est devenue source de puissance, de richesse et de sens ou, plus souvent, d'un déficit aigu de sens. Le premier volume décrit la « révolution informationnelle » en cours et la logique de fonctionnement en réseaux qu'elle induit ; le second accompagne dans leur quotidien des mouvements sociaux qui tentent de s'y insérer ou, au contraire, de s'y opposer ; le troisième est consacré à l'analyse des grandes évolutions politiques, telles que l'implosion de l'URSS ou la construction européenne, que cette révolution affecte ; le tout dans une démarche multiscaleaire qui se déplace en permanence, et avec la même maestria, qu'il s'agisse de l'observation micro-sociologique, de l'analyse macro-politique, ou de toutes les échelles

intermédiaires. S'il est cependant un *leitmotiv* qui traverse l'œuvre, c'est bien celui d'un temps qui, loin de suspendre son vol, ne cesse de l'accélérer.

Un temps « intemporel »

C'est là en effet un constat récurrent de l'ouvrage, celui d'une révolution informatique capable de compresser en quelques années les étapes techniques et opérationnelles que la révolution industrielle avait mis un siècle et demi à parcourir. Le livre prend ainsi sa revanche sur la célérité avec laquelle son objet se déploie : que ses chiffres deviennent caducs, qu'une percée technique ouvre de nouveaux horizons, le paradigme fondamental de l'ouvrage reste valide puisque, précisément, il part de l'idée que la révolution de l'informatique n'en est qu'à ses débuts. Dans une démarche braudélienne, Castells pose avec raison que « la transformation du temps [...] est l'un des fondements de la nouvelle société dans laquelle nous entrons » car « le temps linéaire, irréversible, prévisible se désintègre dans la société en réseaux » et « les temps se mélangent en créant un universel éternel » (I : 483 et 485).

Ce glissement au pluriel (c'est nous qui le soulignons) n'est pas dépourvu de signification. Nous vivons plus que jamais dans des temps différents, et l'auteur n'a de cesse de nous rappeler que les évolutions qu'il décrit ne concernent pas tous les habitants de la terre, ni également, ni simultanément : « le temps est local ». Ceux qui sont engagés dans la globalisation le vivent déjà comme un rétrécissement de leur temps de travail, une flexibilité accrue dans la gestion de leur calendrier, un prolongement de la durée de vie, voire une négation de la mort dont on peut voir des reflets dans l'obsession de la santé et la médicalisation de la fin de la vie ainsi que dans l'objectif « zéro mort » de nos stratèges. Tel est ce que Castells baptise « le temps intemporel », celui des sociétés informationnelles ; alors que d'immenses pans de l'humanité n'y ont pas, ou pas encore, accès, puisque « la tendance aujourd'hui dominante à l'œuvre dans notre société est marquée par la revanche historique de l'espace, qui structure la temporalité selon des logiques différentes, voire contradictoires, selon des dynamiques spatiales » (I : 521).

Le triomphe de la géographie

Loin des idées simplistes, le constat de ce temps fragmenté autorise Castells à annoncer le triomphe de la géographie plutôt que sa fin. Le cœur du processus se situe dans les pays avancés où se produit sous nos yeux ébahis (et inquiets) une immense « perestroïka du capitalisme » que Castells appelle « l'informationnalisme ». Mac Luhan ne l'avait-il pas déjà dit ? Non, proteste l'auteur (I : 42-43, dans une précision essentielle, bizarrement fournie en note) ; car si l'expression

« société de l'information » souligne le rôle de l'information dans la société, qui se vérifie, à des degrés divers, à toutes les époques, « le terme "informationnel" caractérise une forme particulière d'organisation sociale, dans laquelle la création, le traitement et la transmission de l'information deviennent les sources premières de la productivité et du pouvoir », un lien causal *d'une autre nature* entre savoir et pouvoir où « ceux qui manient les commutateurs détiennent le pouvoir » (I : 527).

Les trois secteurs qui illustrent l'avènement de cette ère sont les systèmes de communication, la génétique et, bien sûr, les ordinateurs. Le dernier quart de siècle, sur ces trois terrains, aura été marqué par trois phases successives : l'automatisation des tâches, la projection puis la réorganisation des applications. Castells rappelle (trop) rapidement les étapes de cette révolution, pour se concentrer sur la sociologie des 250 000 spécialistes qui, notamment dans la Silicon Valley, en sont les principaux auteurs. N'en déplaise aux hérauts de l'abolition de la distance, cette révolution qui contracte le temps n'a pu se réaliser que grâce à une concentration extraordinaire de moyens sur un espace limité : centres de recherche, institutions universitaires (Stanford surtout), entreprises de technologie avancée, réseaux de fournisseurs de biens et de services annexes, et groupes financiers apportant les capitaux nécessaires... Beau paradoxe du regroupement très localisé d'acteurs inventant les moyens de mondialiser la communication et d'abolir la distance. Castells peut à raison pourfendre « l'idée reçue selon laquelle l'innovation ne se situe nulle part à l'ère de l'information » (I : 83).

L'invention de l'avenir virtuel est donc enracinée dans un nombre limité de lieux réels, et l'auteur aurait pu aller plus loin pour observer, comme l'*Economist* du 30 octobre 1999, que si les entreprises informatiques américaines se sont constituées rapidement en un lobby industriel puissant aux niveaux tant local que fédéral (ayant déjà contribué, à la date de l'article, à la campagne présidentielle 2000 pour un montant représentant trois fois la somme de l'ensemble des contributions privées versées pour celle de 1996 !) c'est, entre autres objectifs, pour pousser à une plus grande ouverture à l'immigration des cerveaux du monde (le fameux *brain drain*) en ces lieux d'excellence, une correction importante à la thèse simpliste qui confond lieux de l'inventivité et universalisation de ses produits.

Certes, l'universalisation établit une « cité globale » qui relie les places boursières les plus performantes, transfère l'information en temps réel d'un bout de la planète à l'autre et connecte étroitement les membres de l'élite transnationale, premier bénéficiaire d'un « espace des flux » se surimposant à « l'espace des lieux » qui nous est plus familier. Mais la géographie n'en est pas niée pour autant, « car la cité globale n'est pas un lieu mais un processus par lequel les centres de production et de consommation des services avancés, ainsi que les sociétés locales qui en dépendent, sont reliés au sein d'un réseau global, tandis que leurs relations avec l'arrière-pays se réduisent simultanément » (I : 435).

Sur ce thème, l'auteur critique, avec raison, la vision simpliste de la globalisation d'Ohmae¹, tout en en retenant l'essentiel, qui reste valide : « La globalisation encourage la régionalisation » (I : 430) et aboutit à accentuer les inégalités non seulement entre le Nord et le Sud mais, sur l'ensemble de la planète, entre les localités en ascension et d'autres qui sont menacées dans leur propre existence (I : 22). Si l'on ne va pas nécessairement – ou pas aussi vite que l'écrit Ohmae – vers des régions-États super performants, indépendants d'un *hinterland* plus lent et promis à la marginalité et à la dépendance, il demeure vrai que, de la Catalogne à la Lombardie et de Bangalore au delta de la Rivière des Perles, la planète est désormais parsemée de lieux d'excellence entourés d'espaces en stagnation. Que l'autonomie politique, voire juridique, des régions performantes augmente par un prévisible égoïsme de nantis² n'est pas pour surprendre. « Être globalement connectées et localement déconnectées, physiquement et socialement, tel est le trait qui caractérise les mégacités, cette nouvelle forme urbaine » (I : 455), écrit Castells en s'appuyant sur le travail pionnier de Saskia Sassen³, qui concluait au nouveau rôle stratégique des grands centres urbains (New York, Londres, Tokyo) dans le processus en cours, et pour qui « la cité globale », aussi cosmopolite qu'elle se veuille, est faite en vérité d'une kyrielle de cités réelles, de surcroît engagées dans une féroce compétition les unes contre les autres.

Il reste que l'analyse ne saurait s'arrêter en si bon chemin : la différence entre le Nord-Est américain, qui ne sut pas attirer la révolution informatique au début des années soixante-dix, et la Silicon Valley, qui sut le faire, est *de degré*, aisément rattrapable comme l'ont démontré les efforts ultérieurs de plusieurs micro-régions américaines – Austin, Cambridge (Massachusetts) ou Seattle. Mais la différence qui s'installe, dans les pays du Sud, entre les activités et les micro-régions insérées dans la globalisation et les autres (les régions côtières chinoises comparées aux zones rurales, ou Bangalore face aux milliers de villages indiens encore dépourvus d'électricité et d'eau courante) est *de nature*. C'est pourquoi, pour parler « superstructure », le clivage Nord-Sud me paraît devoir retrouver à l'avenir une prégnance idéologique et politique autrement plus nette que le régionalisme au sein des sociétés post-industrielles. Aux chantages de l'information instantanée, sinon à l'auteur lui-même, faut-il donc rappeler qu'une bonne moitié des six milliards d'êtres humains n'a pas encore utilisé une seule fois le téléphone ou que, pour se connecter à Internet, il faut non seulement savoir lire et écrire, ne pas dépendre d'autorisations administratives délivrées avec parcimonie par certains régimes et disposer d'un ordinateur, d'un modem, d'une ligne téléphonique, mais commencer par avoir l'électricité ? Castells rappelle cette grandissante inégalité (III : chapitre 2) dans une analyse quelque peu isolée qui rend insuffisamment compte, à notre sens, du lien organique entre la complexification accrue de l'interconnexion post-industrielle et la marginalisation croissante des « périphéries » du monde.

Sur la « régionalisation », il y a d'ailleurs une autre approche possible, et non moins instructive, que l'auteur me paraît négliger trop vite (I : 130-132) : la globalisation s'accompagne aussi d'un processus de regroupements macro-régionaux où la construction européenne (abordée *in se et per se* au tome III, chapitre 5) est à la fois une énigme et un modèle. Les experts de l'énergie le savent bien, qui constatent que la mondialisation du marché pétrolier se fait en parallèle à la régionalisation du marché gazier pour des raisons techniques ou de coût de transport. Avec l'introduction de l'euro et la dollarisation de plusieurs économies latino-américaines (Argentine, Équateur), on note aussi, sur un autre niveau, que la globalisation du commerce s'accompagne de plus en plus de la constitution de blocs monétaires régionaux. Il y a sans doute dans ce parallélisme les ingrédients d'une compétition entre les deux dynamiques (à l'origine de bien des écrits, notamment américains, hostiles à la construction de « forteresses »), doublée d'une évidente complémentarité et qui aurait certainement enrichi (en le nuancant) le propos par ailleurs lumineux de l'auteur sur la spatialisation des temps mondiaux.

Que d'argent !

Si cette localisation de la temporalité est cruciale, c'est qu'elle est très inégalement productrice de richesse, d'une richesse soudaine, massive, proprement étourdissante, que Castells n'évoque, à notre goût, qu'avec une excessive pudeur. Il est vrai que ses réseaux paraissent commandés par l'indomptable dynamique du capitalisme triomphant, où les flux financiers sont, comme il le dit justement, « le métaréseau dominant » (I : 528). Mais il me semble que l'analyse n'est pas suffisamment poussée, même si la crise asiatique est abordée. D'abord parce que cette crise et celles qui suivirent en Russie ou au Brésil ont largement démontré que la libéralisation des flux financiers est d'une autre nature que celle des biens ou des idées, et qu'elle produit par son ampleur, sa soudaineté et son nomadisme frénétique et ultra-spéculatif des effets dévastateurs, notamment sur les économies émergentes, que les autres aspects de la globalisation sont loin d'égalier⁴.

Castells ne va sans doute pas assez loin dans l'identification des acteurs de cette fabuleuse production/captation de richesse. Certes, il ne cesse de rappeler que le monde est de plus en plus clivé entre *golden boys* et salariés traditionnels, entre les Bill Gates et les milliards d'humains trop pauvres pour se doter d'un ordinateur personnel (quand ils savent de quoi il s'agit). Ne faut-il cependant pas oser parler, avec Krause⁵, de l'apparition d'une nouvelle aristocratie mondiale à base technofinancière qui, littéralement et symboliquement, dévalue les métiers tels que ceux d'ingénieur, de médecin ou de professeur ? Les maîtres de la technologie informatique sont en bonne place dans la liste des néo-milliardaires⁶. C'est bien une saga de gloire et, surtout, d'avidité, comme le démontrent Charles Fergusson⁷ et, d'une

manière encore plus fascinante, les 220 pages écrites par Thomas Penfield Jackson, le procureur chargé d'examiner les pratiques monopolistiques de Microsoft. Michael Lewis⁸ décrit pour sa part comment, en moins de vingt ans, la révolution informatique a déjà produit trois promotions de milliardaires : ceux du *hardware*, puis ceux du *software* et, en ce moment, les *instant milliardaires* de l'Internet.

Ces considérations basement matérielles amènent à sérieusement nuancer la conclusion du premier tome, qui prend le parti de dépersonnaliser les bénéficiaires de cette révolution. Castells se demande qui sont les capitalistes d'aujourd'hui et il ne les trouve ni dans les propriétaires des moyens de production, ni dans les gestionnaires des grandes entreprises. La classe des capitalistes n'existerait plus, elle serait remplacée par « un capitaliste collectif sans visage ». C'est là une dé-responsabilisation à laquelle il nous est difficile d'adhérer. Au contraire, l'intérêt tout à fait légitime de Castells pour les criminels du cyberspace, blanchisseurs et passeurs (III, chapitre 3) aurait sans doute eu tout avantage à embrasser les pratiques légales peut-être, mais hautement immorales des membres du « méta-réseau financier ». La spéculation effrénée de certains membres de l'*establishment* financier global ou les arguties de leurs conseillers juridiques pour les soustraire à l'impôt sur leurs incroyables bénéfices, par des artifices qui vont de l'usage des paradis fiscaux au financement des campagnes électorales (talon d'Achille des démocraties), ne sont-elles pas des cousines germaines, sinon des sœurs, du crime organisé ou du narcotrafic ? Un mafieux russe sans loi est-il, sinon dans ses pratiques, du moins dans son avidité et dans l'effet macro-économique de ses actions, fondamentalement différent, politiquement et moralement, d'un spéculateur sans foi qui ramène des pays cinq ou dix ans en arrière ?

Réalité des réseaux

De toutes les caractéristiques de la révolution informationnelle, c'est la logique du réseau qui concentre le plus l'attention de l'auteur et explique le titre de son premier tome. Comme le dit Kelly (cité et approuvé en note, I : 87), l'atome, c'est le passé. « Alors que l'atome représente la simplicité dépouillée, le réseau canalise le pouvoir désordonné de la complexité. Il n'y a que dans un réseau qu'une pluralité d'éléments vraiment divergents peuvent rester cohérents. Aucun autre dispositif, chaîne, pyramide, arbre, cercle, axe, ne peut contenir une diversité véritable fonctionnant comme un tout ». Mais qu'est-ce qu'un réseau ? « Un ensemble de nœuds interconnectés », dit l'auteur (I : 526), et formant « une structure ouverte, susceptible de s'étendre à l'infini ».

Quels sont les effets d'une telle structure ? Sur l'économie globalisée (I, chapitre 2), Castells n'apporte pas grand chose par rapport aux travaux déjà disponibles, sinon pour affirmer le rôle nouveau de l'État (I : 117) « qui mobilise désormais,

dans une stratégie explicite, la compétitivité, la productivité et la technologie ». S'il affirme (I : 119) que l'économie informationnelle globale est « éminemment politisée », il n'en fait pas entièrement la démonstration, mais il éclaire grandement le débat. À ceux que fascine jusqu'à l'aveuglement l'emprise du marché, Castells apporte trois contradictions importantes. La première porte précisément sur le rôle de l'État et de sa volonté face au marché : « Qu'il bloque, déclenche ou conduise l'innovation technique, il joue un rôle décisif dans le mécanisme général » (I : 33).

La deuxième oppose à la dynamique du marché celle de la technologie, pour ramener l'État comme médiateur. La technique ne détermine pas la société (I : 25-26), même si certains innovateurs de Silicon Valley donnent parfois l'impression de chercher consciemment à détruire les techniques centralisatrices des grandes entreprises ; et la société ne détermine pas la technique, même si elle « peut, essentiellement par le biais de l'État, en étouffer le développement ou, au contraire, également à l'initiative de l'État, s'engager dans un processus de modernisation capable de transformer sa situation économique, militaire et sociale en quelques années » (I : 27-28). Il reste que la révolution informationnelle, comme la révolution industrielle, se situe en Occident et non en Chine ou dans le monde islamique. Castells marche dans les pas de Mokyry pour rejeter le culturalisme, faire prévaloir le politique, et affirmer : « La même culture peut intimer des trajectoires techniques très différentes selon la forme des relations entre l'État et la société ». Car l'État peut être et a été dans l'histoire, en Chine et ailleurs, le moteur premier de l'innovation technique ; inversement, et justement pour cette raison, lorsqu'il se désintéresse du développement technique ou devient incapable de le mettre en œuvre, un modèle étatiste d'innovation mène à la stagnation parce que « les énergies autonomes de la société susceptibles de créer et d'appliquer des techniques nouvelles » ont été stérilisées (I : 31). Castells rappelle avec force (I : 58) que « rien dans l'histoire culturelle, scientifique, politique ou militaire du monde avant la révolution industrielle ne saurait expliquer une suprématie occidentale aussi incontestable entre 1750 et 1940 », ni d'ailleurs aujourd'hui. C'est là une approche optimiste qui lui permet d'expliquer brillamment l'implosion soviétique (III, chapitre 1), de rejeter les élucubrations sur le MacWorld autant que sur « le clash des civilisations » ou sur un islam incapable, pour ainsi dire génétiquement, d'aborder positivement la modernité, et enfin de critiquer, par anticipation, la thèse ultra-culturaliste de David Landes⁹ sur la culture comme *summa causa* du triomphe de l'Occident dans la course à la richesse.

La troisième oppose les dynamiques parallèles : celle de la productivité pour la technique, de la compétitivité pour les États et de la rentabilité pour les entreprises. C'est peut-être là que l'analyse est la plus originale (notamment sur l'entreprise-réseau). Mais peut-on continuer à présenter les États comme les entités pertinentes de la compétition internationale alors que les entreprises, dans la nature de leur capital, la délocalisation de leurs activités, la diversification de leurs

managers ou les variantes de leur fiscalité, sont de moins en moins nationales ? Castells reconnaît que l'État assume dorénavant un rôle plus modeste consistant à seconder « ses » entreprises, mais il ne va sans doute pas assez loin dans le constat de l'émancipation accélérée de ces dernières. « Qui douterait que Ford soit une entreprise américaine ou Toyota une entreprise japonaise », écrit Alain Touraine, cité (I : 11) à l'appui de la thèse selon laquelle « la plupart des sociétés multinationales restent nationales » (I : 127-128). Écrirait-il cette phrase avec le même entrain depuis qu'un Libano-Franco-Brésilien et une brochette de cadres de Billancourt sont allés restructurer Nissan (dont le nom signifie précisément « voix du Japon ») à la suite de l'entrée massive de Renault dans son capital ? Castells tend à confondre la transformation de l'État en tant qu'appareil de contrôle et de gestion avec celle de l'État-nation en tant que repère et lieu de légitimité, ignorant ainsi largement la riche contribution des relations internationales à ce débat.

Ma déception n'en est que plus grande de voir l'auteur négliger un terrain pourtant essentiel à sa démonstration, celui des applications militaires de la révolution informationnelle. Ce terrain lui aurait sans doute permis de conforter sa thèse, puisque la « Révolution des affaires militaires », connue sous son sigle anglais RMA, est tout entière fondée sur la place cruciale de la maîtrise dans la collecte, le traitement et la reproduction (pour les besoins de la mobilisation) de l'information dans la construction de la puissance stratégique. Il aurait ensuite fourni un contrepoint à cette même thèse puisqu'il s'agit là d'un domaine lié à la puissance des États, où le pouvoir est plus concentré que diffus et plus inégalisant que partout ailleurs. Les quelques pages consacrées à ce thème (I : 508-515) laissent le lecteur sur sa faim.

Révolution informationnelle et identités collectives

La réserve la plus récurrente concerne cependant l'extension même du concept de réseau. L'hypothèse du réseau paraît largement convaincante dans le domaine économique et social mais elle est tirée jusqu'à l'extrême dans le second tome, où la mondialisation est opposée à l'identité. Je ne suis pas sûr, d'abord, que la division tripolaire entre identités – légitimation, résistance et projet – soit de nature à clore la controverse sur ce thème ou même à l'éclaircir.

C'est bien entendu la seconde (l'identité-résistance), définie comme « l'exclusion des excluants par les exclus » (II : 20), qui est la plus intimement chevillée au politique. Il n'est pas sûr, comme l'avance l'auteur à ce propos, que l'identité islamique ait été reconstruite par les « fondamentalistes » (du moins les courants les plus influents) contre le capitalisme (au contraire, en Algérie ou en Égypte, elle prit le dirigisme socialisant pour cible, avec les félicitations de la Banque mondiale) ou même contre le nationalisme, qu'elle réinvente en réalité dans un autre langage. Ceux qui savent le rôle joué par les cassettes dans la révolution iranienne ou de la

télécopie dans l'Intifada palestinienne seront surpris d'apprendre (II : 101) que le mouvement zapatiste est « le premier mouvement de guérilla informationnelle », même s'il arrive, lui, à l'ère de l'Internet. Alors même que les religions, comparativement aux appareils étatiques par exemple, épousent si aisément le processus de globalisation dans lequel elles s'insèrent comme poissons dans l'eau, le choix du seul islam, abordé au surplus sous l'angle identitaire, produit, chez tout lecteur même moyennement informé sur l'islam et surtout sur l'usage de la mondialisation par les institutions religieuses en général, un fort sentiment de frustration.

En fait, dès lors qu'il est privé d'un contact direct avec le terrain, l'auteur (brillant sur les questions urbaines en Occident) s'en remet à des sources secondaires, ce qui l'amène parfois à des clichés aussi creux que journalistiques, comme à propos de la dynastie saoudienne qui « réussit à être simultanément gardienne des Lieux Saints pour l'islam et du pétrole pour l'Occident » (II : 31) ; ou des républiques d'Asie centrale « ayant intégré le radicalisme religieux avant qu'il ne soit trop tard » (II : 54), alors qu'il serait bien en peine d'en nommer une seule pour illustrer son propos. Globalisation et mise en réseau sont sollicitées pour expliquer le fondamentalisme islamique autant qu'américain, et même la résurgence du nationalisme ou la question raciale aux États-Unis. Parfois le mot est juste (comme sur le nationalisme catalan), parfois moins (comme sur l'islamisme), mais la question demeure : quel lien y a-t-il vraiment entre ces mouvements, qui sont antérieurs au processus actuel de la globalisation, et la thèse centrale du livre ? Castells est prudent et n'avance, après évocation de cas successifs et présumés illustratifs, que des intuitions souvent plus attrayantes que convaincantes.

L'auteur embrasse, dans sa démonstration, des mouvements sociaux qui vont de la crise du patriarcat, sapé à la base par le mouvement féministe, à la réaffirmation des liens d'identité primaire. Mais la relation causale entre ces mouvements et la révolution informationnelle est inégalement démontrée, et l'impression prévaut parfois d'un peintre lancé dans une immense fresque plutôt que d'un chercheur soucieux de démontrer sa thèse, démarche que l'on admet plus facilement d'un historien – tel Braudel dans sa célèbre trilogie – que d'un sociologue. Passent devant nos yeux les zapatistes du Chiapas, les milices américaines, la secte Aum, les écologistes, les féministes... L'auteur rappelle qu'il a consacré l'essentiel de sa carrière à étudier les mouvements sociaux, et sa présentation est le plus souvent informative, mais le lien est toujours ténu entre les mouvements qu'il analyse et la thèse de la société en réseaux. Parlant du mouvement noir aux États-Unis, il situe ce lien (II : 72) dans le fait que l'économie informationnelle, qui privilégie naturellement l'instruction, a pour effet de réduire les emplois manuels stables, et par conséquent désavantage les noirs. Et alors ? est-on tenté de demander. La présentation des lesbiennes taïwanaises est un morceau de bravoure, mais la désignation de leur mouvement comme – encore – un « réseau » est assez superficielle (II : 257).

Sur les gay américains, l'auteur est obligé de dire que l'économie informationnelle n'est qu'un facteur « supplémentaire » (II : 249) au développement de leur mouvement, ce qui est à la fois plus réaliste et politiquement plus correct. De ces mouvements déjà si variés, Castells parle trop (les féministes) ou trop peu (les islamistes) et trahit une connaissance trop inégale pour faire une démonstration convaincante. Dans sa conclusion générale (III : 398), il avouera d'ailleurs que ces mouvements ne sont pas nécessairement liés à la révolution informationnelle.

La relation entre société informationnelle et démocratie est plus convaincante, avec le cadrage tyrannique du débat politique par la logique médiatique, notamment en Occident, ou encore le mariage de l'électronique avec le populisme, comme en Bolivie. Castells montre bien le lien entre l'économie informationnelle et la floraison des scandales comme arme privilégiée de la compétition dans ce qu'on peut, avec quelque inquiétude, appeler l'ère post-démocratique, et je suis tout enclin à partager le jugement par lequel il termine sa démonstration : « Ironie tragique : au moment où la plupart des pays du monde ont fini par accéder de haute lutte aux institutions de la démocratie libérale, elles sont si loin des structures et des dynamiques qui comptent véritablement qu'elles apparaissent à la quasi-totalité des gens comme un rictus sarcastique sur le nouveau visage de l'histoire. En cette fin de millénaire, le roi et la reine – l'État et la société civile – sont nus tous les deux, et leurs enfants – les citoyens – errent de maison en maison en quête de parents adoptifs » (II : 426).

Peut-être n'y avait-il pas mieux que ces mots pour conclure une œuvre qui, par son ampleur, ne souffre pas en vérité de conclusion. Ses quelque 1 643 pages auront exigé douze ans de recherche et de rédaction : séjours aux quatre coins de la planète, multitude des disciplines sollicitées, variété des mouvements sociaux interrogés, lectures dans les langues que l'auteur pratique lui-même et dans d'autres encore, par l'intermédiaire de son épouse et de ses collègues... Un compte rendu ne peut suffire à lui rendre justice. On peut lire ce travail d'affilée, comme ce fut mon cas, ou le traverser en y picorant à son goût, comme on zappe entre des chaînes ou surfe sur la Toile : on trouvera toujours une hypothèse originale, une analyse pertinente, une connexion osée mais prometteuse.

L'ouvrage s'ouvre sur un credo (I : 24) : « Je crois au rationnel et à la possibilité de s'en remettre à la raison, sans pour autant la diviniser. Je crois aux chances d'une action sociale fructueuse et d'une politique transformatrice, sans nécessairement dériver vers les rapides mortels des utopies absolues ». Si l'on adhère sans hésiter à cette profession de foi, c'est qu'elle réintroduit le politique, au moins comme une option encore pensable, dans la description de machines qui semblent investir la planète et la refaçonner dans l'ignorance méprisante de ses habitants. Or qui dit politique dit choix, dit volonté. La critique de la mondialisation n'est donc pas seulement rejet de la raison du plus fort, elle est un appel renouvelé, insistant et parfois même désespéré, à la raison tout court.

-
1. Kenichi Ohmae, *De l'État-nation aux États-régions*, Paris, Dunod, 1996.
 2. Noté, entre autres, par Pascal Boniface dans « La prolifération étatique », *Commentaire*, hiver 1998/99, pp. 975-985.
 3. Saskia Sassen, *The Global City*, Princeton University Press, 1991.
 4. Les chantres les plus convaincus du néolibéralisme ont fini eux aussi par l'admettre, à commencer par Joseph F. Stiglitz lui-même, alors *chief economist* de la Banque mondiale (voir « Trade and the developing world : A new agenda », *Current History*, novembre 1999).
 5. Elliott Krause, *Death of the Guilds : Professions, States and the Advance of Capitalism, 1930 to the Present*, Yale University Press, 1997.
 6. *Forbes*, juin 1999, dans sa liste annuelle des hommes les plus riches, place aux tout premiers rangs les Gates, Allen et autres Dell.
 7. Charles Fergusson, *High Stakes, No Prisoners : A Winner's Tale of Greed and Glory in the Internet Wars*, Times Books, 1999.
 8. Michael Lewis, *The New New Thing : A Silicon Valley Story*, New York, Norton, 1999.
 9. David Landes, *The Wealth and Poverty of Nations : Why Some Are So Rich and Some So Poor*, New York, Norton, 1998.